

→ POUR ALLER PLUS LOIN

Daech, machine de guerre économique et financière

Depuis son apparition, l'État islamique (Daech) a bâti sa force sur le développement d'une économie de guerre à cheval sur plusieurs pays arabes et dont chaque aspect a été méticuleusement pensé. En 2015, les revenus accumulés par le groupe sont évalués à deux milliards de dollars, faisant de lui l'organisation terroriste autonome la plus fortunée au monde.

Quels sont les rouages économiques et financiers ayant permis à l'État islamique, depuis son émergence en Irak à l'automne 2006, de conquérir des pans entiers de territoire en soumettant les populations ? Quelles sont ses sources de financement ? Ses besoins croissants pour la réalisation de ses objectifs militaires et politiques ne le placent-ils pas dans une position de vulnérabilité accrue ? Quels sont les acteurs de cette

économie informelle ? À l'évidence, l'État islamique a développé un modèle unique, parvenant à déjouer la majorité des mesures prises contre lui.

En Irak et en Syrie, l'État islamique a bénéficié de la fragilité de l'environnement politique. En plus d'avoir capitalisé sur le ressentiment des populations sunnites, ses membres ont tiré profit de la faillite des États et d'économies nationales déliquescentes en détournant nombre d'activités et de ressources suivant une gestion décentralisée. On soupçonne l'existence d'échanges commerciaux entre les jihadistes et leurs adversaires déclarés, à savoir les régimes de Bagdad et de Damas, mais aussi les Kurdes et même l'Iran. Dès 2006, les réseaux existants de contrebande d'hydrocarbures, d'armes, de biens et autres circuits mafieux sont passés sous le contrôle



© Safin Hamed/AFP

La raffinerie de Kawergosk, à l'est d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan en juillet 2014. Les installations pétrolières irakiennes sont régulièrement prises pour cible par l'État islamique qui contrôlait près d'une dizaine de puits sur le territoire irakien au printemps 2015.

de l'État islamique, qui a promis une réallocation plus équitable des richesses, le rétablissement des infrastructures et des services (eau, électricité, égouts), la création d'emplois et, plus généralement, une vie meilleure aux antipodes de la misère entretenu par des systèmes autoritaires et capitateurs. L'offensive spectaculaire du groupe en 2014 s'éclaire aussi à la lumière de cet engagement d'une rupture économique et d'une révolution sociale.

Les financements engrangés par Daech proviennent ainsi d'une économie politique rationalisée et reposant sur diverses activités : pillages des banques (430 millions de dollars ont été volés à Mossoul), expropriations, extorsions et trafics, dont celui des êtres humains et des antiquités, prise de contrôle des gisements de pétrole, des barrages hydrauliques et des raffineries – dont la production aurait rapporté plus d'un milliard de dollars – et du secteur agricole – comme dans les plaines fertiles de Ninive et les zones rurales de Syrie –, création d'une fiscalité. De ce point de vue, la poussée de l'État islamique marque une évolution indiscutable et significative de la menace terroriste, le financement de ses opérations le distinguant des autres organisations connues à ce jour comme Al-Qaïda. Le groupe jihadiste a affiné sa propre économie de guerre, où ressources et revenus structurent la construction du « califat ». Ses revenus ne proviennent pas de dons extérieurs ; l'État islamique se régénère sur un territoire où il exploite les ressources à sa disposition dans un souci de puissance.

Cette économie de guerre n'a été que partiellement affectée par la campagne de bombardements menée

par la coalition internationale depuis l'été 2014. L'État islamique a su, en effet, compenser ses pertes sur le terrain irako-syrien par une expansion territoriale et la conquête de nouvelles ressources, sur d'autres territoires, du Sinaï égyptien au chaos libyen, en passant par le Yémen et l'Afrique avec l'allégeance du groupe Boko Haram et d'autres factions. Indépendamment de ses failles, le groupe s'est adapté à une conjoncture devenue plus délétère à travers un usage maximisé des ressources sous son emprise. Il continue de s'enrichir et reste suffisamment fort pour que des dispositifs beaucoup plus robustes soient instaurés au niveau financier, en renfort au seul volet militaire.

L'assèchement des flux financiers qui le nourrissent constitue, à ce titre, un enjeu fondamental de la lutte, car c'est lui qui permettra de faire échec à la poursuite d'assauts à un rythme aussi soutenu, tout en infligeant aux jihadistes un coup moral en amoindrisant leur légitimité locale. Ce défi suppose une meilleure coopération entre États et agences internationales, de même qu'une identification plus pointue des agents et complices du groupe. Les nouvelles technologies, sur lesquelles s'appuie Daech pour lever des fonds, doivent à ce titre faire l'objet d'une surveillance renforcée, sans quoi aucune victoire tangible et durable ne pourra être remportée.

Myriam Benraad *

* Chercheuse, spécialiste de l'Irak et du Moyen-Orient au CERI-Sciences Po, à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) et à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).